

Accueil>Intenter une action en justice>Où et comment>Coûts

En matière de justice civile, les procédures en cours et les procédures ouvertes avant la fin de la période de transition se poursuivront en vertu du droit de l'Union. Sur la base d'un accord mutuel avec le Royaume-Uni, le portail e-Justice conservera les informations relatives au Royaume-Uni jusqu'à la fin de 2024.

Coûts

Irlande du Nord

Vous trouverez sur cette page des informations à titre indicatif sur les frais judiciaires en Irlande du Nord. Les études de cas suivantes vous donneront une idée plus précise du coût des procédures: Droit de la famille - Divorce Droit de la famille - Garde des enfants Droit de la famille - Pension alimentaire Droit commercial - Contrats Droit commercial - Responsabilité

Cadre réglementaire régissant les honoraires des professions juridiques

Des barèmes de frais juridiques sont établis pour les tribunaux de comté et la Cour suprême, dont certains concernent les honoraires des professions juridiques.

Les textes fixant le barème actuel des frais dans les tribunaux de comté peuvent être consultés auprès du

[Bureau britannique pour l'information sur les services publics](#). Le barème des frais de la Haute Cour n'est pas disponible en ligne. Ces barèmes ne sont applicables qu'à certaines affaires et dans certains cas uniquement. Ils ne sont pas utilisés systématiquement.

Le contrôleur des frais peut également évaluer le montant des frais juridiques dans certains cas, par exemple pour les procédures de divorce et les effets accessoires. Il s'agit des honoraires facturés par les professionnels du droit.

La **Commission pour les services juridiques en Irlande du Nord** fixe, lorsque l'aide juridictionnelle est accordée, le montant des frais dans les affaires de garde d'enfants relevant du décret sur les enfants (Irlande du Nord, 1995).

Le coût des procédures devant le Tribunal aux Affaires familiales qui bénéficient d'une aide financière au titre de la **représentation légale** (système ABWOR) est déterminé sur une base horaire ou forfaitaire (mixte).

En ce qui concerne les centres familiaux agréés au titre de l'article 3 du décret sur l'**aide juridictionnelle** sur la rémunération des avocats et des conseillers juridiques lors des procédures devant les tribunaux de comté (Irlande du Nord, 1981), les frais de procédure sont déterminés et acquittés sur la base d'honoraires forfaitaires. Si ces centres ne sont pas agréés, le coût des procédures est déterminé et acquitté sur une base horaire, dans les limites fixées par l'article 2 du décret.

Le coût des procédures en matière de divorce et de pension alimentaire bénéficiant du système ABWOR et soumise aux tribunaux d'instance est également déterminé et acquitté sur la base d'honoraires forfaitaires.

Conseillers juridiques

Le site web de l'[Ordre des avocats d'Irlande du Nord](#) pourra vous aider à trouver un avocat, mais vous n'y trouverez aucune information sur le montant des frais de représentation légale, qui dépend de plusieurs facteurs propres à chaque affaire.

Avocats

Le site web de l'[Association de la bibliothèque du Barreau d'Irlande du Nord](#) pourra vous aider à trouver un conseiller juridique, mais vous n'y trouverez aucune information sur le montant des frais de représentation légale, qui dépend de plusieurs facteurs propres à chaque affaire.

Frais fixes

Frais fixes dans les procédures civiles

Frais fixes supportés par les parties à une procédure civile

En matière **constitutionnelle**, les frais fixes varient en fonction du lieu où la procédure a été engagée; leur montant correspond au barème appliqué par ce degré de juridiction. Le montant actuel des frais de procédure peut être consulté sur le site web du [UK Supreme Court fees](#).

Stade de la procédure civile auquel les frais fixes doivent être acquittés

Les frais sont habituellement acquittés au début de la procédure, mais il se peut qu'au cours de celle-ci, d'autres honoraires s'y ajoutent, pour tenir compte d'actions annexes, telles que les assignations en référé, les audiences d'évaluation, etc.

Les honoraires versés par une personne ne bénéficiant pas de l'aide juridictionnelle sont soumis à un accord entre cette personne et son représentant légal.

Frais fixes dans les procédures pénales

Frais fixes supportés par les parties à une procédure pénale

En matière pénale, tout accusé bénéficiant de l'aide juridictionnelle est dispensé d'acquitter les frais de procédure. Les honoraires versés par une personne ne bénéficiant pas de l'aide juridictionnelle sont soumis à un accord entre cette personne et son représentant légal.

Stade de la procédure pénale auquel les frais fixes doivent être acquittés

Les frais à la charge des parties civiles (frais des témoins, honoraires d'expert, etc.) sont habituellement acquittés une fois l'affaire jugée. Néanmoins, ces frais ne sont pas fixes et peuvent varier en fonction de la nature de l'affaire.

Frais fixes dans les procédures constitutionnelles

Frais fixes supportés par les parties à une procédure constitutionnelle

En matière **constitutionnelle**, les frais fixes varient en fonction du lieu où la procédure a été engagée; leur montant correspond au barème appliqué par ce degré de juridiction. Le montant actuel des frais de procédure peut être consulté sur le site web de l'[Ordre des avocats d'Irlande du Nord](#) et de l'[Association de la bibliothèque du Barreau d'Irlande du Nord](#) vous aideront à trouver un représentant légal mais ne disposent d'aucune information sur les frais de représentation légale, car ceux-ci dépendent de la nature de l'affaire et de l'octroi éventuel de l'aide juridictionnelle.

Dans quelles langues obtenir ces informations ?

Des informations sur les frais de procédure sont disponibles en anglais sur le site de l'[Ordre des avocats d'Irlande du Nord](#).

Où trouver des informations complémentaires sur les frais ?

Site web fournissant des informations sur les frais

La liste de l'ensemble des frais de procédure figure sur le site de l'[Bureau pour l'information sur les services publics](#).

Le barème des frais de la Haute Cour n'est pas disponible en ligne.

Taxe sur la valeur ajoutée

Les montants indiqués incluent-ils la TVA ?

La TVA peut être récupérée au taux approprié sur les frais, les honoraires et les dépenses, conformément à la Loi de 1983 relative à la taxe sur la valeur ajoutée. Le détail des frais de procédure figure sur le site de l'[Northern Ireland Courts and Tribunals Service](#).

Aide juridictionnelle

Plafond de revenus applicable aux défendeurs dans les procédures pénales

Il n'existe aucun plafond de revenus fixe applicable aux défendeurs en matière d'aide juridictionnelle en Irlande du Nord. Le juge accorde l'aide juridictionnelle à un défendeur dès lors qu'il estime que ce dernier n'est pas en mesure d'acquitter les frais de représentation légale.

Plafond de revenus applicable aux victimes dans les procédures pénales

Les victimes ne sont pas autorisées à bénéficier de l'aide juridictionnelle dans les procédures pénales.

Lorsque les victimes de crimes demandent réparation, l'aide juridictionnelle n'est généralement pas accordée. Le gouvernement a créé un cadre réglementaire différent pour l'indemnisation des victimes. En Irlande du Nord, il s'agit du Régime d'indemnisation des procédures pénales. Il prévoit que les victimes n'ont pas besoin de conseils juridiques ni de représentation légale pour demander une indemnisation. Elles peuvent obtenir une aide gratuite auprès du [Soutien aux victimes en Irlande du Nord](#), un organisme financé par l'État.

Un soutien non juridique est proposé aux victimes par le système de justice pénale : ainsi, le site web de l'[Soutien aux victimes en Irlande du Nord](#), une organisation à but non lucratif, met à la disposition des personnes victimes d'un crime un service de soutien psychologique, des informations et des conseils pratiques.

Autres conditions d'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs

Afin de bénéficier en Irlande du Nord de l'aide juridictionnelle gratuite en matière de représentation légale, les défendeurs doivent satisfaire deux conditions : ils ne doivent pas avoir les moyens d'acquitter les frais leur permettant de se faire représenter et l'octroi d'une aide juridictionnelle à leur bénéfice doit servir les intérêts de la justice.

Quand la partie succombante doit-elle supporter les dépens de la partie gagnante ?

Les décisions relatives aux frais sont laissées à l'entière discrétion des magistrats. Les **règlements de procédure** respectifs de la **Northern Ireland Court of Judicature** et des tribunaux de comté d'Irlande du Nord prévoient des dispositions régissant les frais. Ces règlements ne sont cependant pas disponibles en ligne.

Honoraires des experts

Le nombre des experts est limité par les règlements de procédure – règlements respectifs de la Northern Ireland Court of Judicature et des tribunaux de comté d'Irlande du Nord. Il n'existe aucun barème, fixe ou évolutif, des honoraires d'experts car ils varient en fonction du type d'expert et du rôle qu'il joue dans la procédure.

Honoraires des traducteurs et interprètes

Lorsqu'aucune aide juridictionnelle n'est accordée à l'occasion d'un recours en droit civil ou en droit de la famille, il incombe, en règle générale, à la partie sollicitant les services d'un interprète de prendre les dispositions appropriées et d'en supporter les coûts.

Toutefois, en présence d'une partie non anglophone à une affaire ayant l'un des objets suivants: un emprisonnement, un différend familial impliquant des enfants ou des violences conjugales (dont le mariage forcé), le Northern Ireland Courts and Tribunals Service veillera à faire appel aux services d'un interprète qu'il rémunérera de façon centralisée.

Si l'affaire ne répond à aucun des critères susmentionnés, les services d'un interprète peuvent néanmoins être pris en charge si le juge considère qu'il n'existe aucun autre moyen pour le plaideur de comprendre la procédure et si celui-ci ne peut bénéficier d'une aide publique ou n'est pas en mesure de payer un interprète à l'aide de ressources privées ou si le juge ordonne expressément la nomination d'un interprète.

Lorsque le Northern Ireland Courts and Tribunals Service fait le nécessaire pour payer les honoraires d'un interprète, leur montant est arrêté conformément aux conditions générales du contrat de prestations. Ces honoraires sont variables d'une affaire à l'autre, selon la durée de l'audience, la distance à parcourir et le temps nécessaire pour se rendre au tribunal, ainsi que le mode de déplacement de l'interprète. Les conditions générales sont systématiquement et strictement appliquées afin de garantir une rémunération juste.

Cas d'exemption des frais de procédure

Ordre des avocats d'Irlande du Nord

<http://www.lawsoc-ni.org/Association de la bibliothèque du Barreau d'Irlande du Nord>

[Information sur les frais de procédure \(Administration des juridictions d'Irlande du Nord\)](#)

[Information sur la liste commerciale \(Administration des juridictions d'Irlande du Nord\)](#)

[Soutien aux victimes d'Irlande du Nord](#)

[Informations sur Soutien aux victimes d'Irlande du Nord \(Administration des juridictions d'Irlande du Nord\)](#)

Documents connexes

[Rapport du Royaume-Uni sur l'étude de la transparence des coûts](#)  (448 Kb) 

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [en](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Irlande Du Nord

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille - divorce, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie qui demande le divorce au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: un couple se marie. Par la suite, les époux se séparent et conviennent de divorcer.

Cas B – Situation transnationale: deux ressortissants d'un même État membre (État membre A) se marient. Le mariage est célébré dans l'État membre A. Après le mariage, les époux partent vivre et travailler dans un autre État membre (État membre B), où ils établissent leur résidence. Peu après, le couple se sépare; la femme retourne dans l'État membre A, tandis que le mari reste dans l'État membre B. Le couple convient de divorcer. À son retour dans l'État membre A, la femme demande immédiatement le divorce devant les tribunaux de l'État membre B.

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après le sont à titre indicatif uniquement. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de juridiction et des différentes étapes d'une affaire spécifique. Une liste exhaustive des frais est donnée sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Les divorces transfrontaliers ne font, à notre connaissance, l'objet d'aucun frais supplémentaire. Par conséquent, les frais du cas B sont supposés être identiques à ceux du cas A (sauf pour les coûts associés à la signification des documents et d'éventuelles traductions demandées, qui seraient fonction des États membres concernés). Dans le cas B, le demandeur doit résider en Irlande du Nord pendant six mois avant de pouvoir introduire une demande de divorce.

Dans les tableaux, s.o. signifie que la réponse ne s'applique pas et n.c. signifie que la réponse n'a pas été communiquée.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance		
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais
Cas A	Demande devant la Haute Cour: 200 £ Demande devant le tribunal du comté: 200 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure d'enregistrement audio sur CD	Mise au rôle (Haute Cour): 300 £ Mise au rôle (tribunal de comté): 250 £ Frais de demande consultation matrimoniale: 50 £ Demande de suppression de l'adresse du demandeur de la demande: 57,50 £ (frais laissés à l'appréciation du juge)
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Étude de cas	Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	s.o.	s.o.	s.o.	Généralement pas imposé par le tribunal.	La médiation est possible par l'intermédiaire d'autres organisations, par exemple le service Relate , facturé 35 £ par séance, ou le service de médiation familiale qui facture 40 £ pour le premier rendez-vous, puis 60 £ les séances suivantes.
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non, quel que soit le degré de juridiction, sauf pour les divorces contestés (c'est-à-dire devant la Haute Cour) sont généralement plus complexes.	n.c.	s.o.	-	Exécution d'une ordonnance matrimoniale: 150 £	Non, quel que soit le degré de la juridiction	n.c.
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Indemnisation de témoins	Gage ou caution	Autres frais
--------------------------	-----------------	--------------

Étude de cas	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il? Quand et comment est il utilisé?	Coût	Description	Coût
Cas A	Au niveau du tribunal de comté uniquement, des frais (par demandeur) sont perçus lors de la citation est signifiée pour la première fois au témoin. Les autres coûts (par exemple manque à gagner, frais de déplacement, etc.) peuvent être attribués à l'appréciation du juge ou faire l'objet d'un accord entre les parties.	Signification de la citation par la police d'Irlande du Nord: 12,15 £ par présentation Témoin public: 17,12 £ par présentation n.c.	s.o.	s.o.	Certificat ou décret absolu	75 £
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle		
	Quand et dans quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
Cas A	Le divorce bénéficie de l'aide juridictionnelle qui est accordée selon les critères normaux de ressources et de bien-fondé.	Lorsque l'aide est accordée, les affaires de divorce non contesté bénéficient généralement de l'aide juridictionnelle civile.	Dans les procédures non contestées, la représentation n'est possible qu'après recours aux critères normaux de ressources et de bien-fondé.
Cas B	L'aide juridictionnelle n'est applicable qu'aux procédures qui se déroulent en Irlande du Nord. Le problème du consentement (ci-dessus) est applicable.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Étude de cas	Remboursements			
	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Ces frais figurent normalement dans tout accord établi entre les parties ou sont fixés par le juge.	n.c.	Tous les frais peuvent potentiellement être précisés dans l'ordonnance du tribunal.	Une contribution au coût de l'aide juridictionnelle est demandée aux demandeurs dont le revenu disponible mensuel est estimé comme étant supérieur à 3 335 £ ou ayant un capital disponible supérieur à 3000 £. La contribution du revenu demandée correspond à une part du revenu disponible supérieur à la limite inférieure, payable en 12 mensualités. La contribution du capital demandée correspond à l'ensemble du capital disponible au-dessus de 3 000 £.
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les pièces qui doivent être	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	Coûts liés à la signification des actes	Cela dépend du lieu où sont signifiés les actes, des modes de signification admis dans

	présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient en fonction de la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de dix pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant le tarif s'élevait à 105 £ ht.				l'autre État membre et du nombre de tentatives nécessaires.
Cas B	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.	Cf. ci-dessus.

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [en](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 2 – droit de la famille – garde des enfants - Irlande Du Nord

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – garde des enfants, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Case A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde la garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère intente une action en justice pour limiter le droit de visite accordé au père.

Case B – Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B) pendant plusieurs années. Elles ont un enfant ensemble, mais se séparent immédiatement après la naissance de celui-ci. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), comme le jugement les autorise à le faire, tandis que le père reste dans l'État membre B. Quelques années plus tard, la mère intente une action en justice dans l'État membre A pour modifier le droit de visite du père.

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après ne le sont qu'à titre indicatif. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de la juridiction et des diverses étapes d'une affaire spécifique. Le sigle FPC fait référence au «Family Proceedings Court» (Tribunal des affaires familiales) et le sigle FCC au «Family Care Centre» (Centre d'assistance familiale). Vous trouverez une liste exhaustive des frais sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Dans les tableaux, s.o. signifie que la réponse ne s'applique pas et n.c. signifie que la réponse n'a pas été communiquée.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance		
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais
Cas A	Demandes d'annulation de l'ordonnance actuelle de droit de visite Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) 50 £ Centre d'assistance familiale (Family Care Centre) – 75 £ Haute Cour – 100 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	Tribunal des affaires familiales (<i>Family proceedings court</i>): citation à comparaître: 10 £. Signification à personne: 13 £ et Documents supplémentaires: 3 £ par document
Cas B	Enregistrement d'une ordonnance auprès de la Haute Cour: gratuit En fonction de la législation en vertu de laquelle l'ordonnance a été rendue, la demande sera soit considérée comme une nouvelle demande soit comme la modification d'une ordonnance existante.	Cf. ci-dessus.	Tribunal des affaires familiales (<i>Family proceedings court</i>): citation à comparaître: 10 £. Signification à personne: 13 £

Demande relative à l'ordonnance du droit de visite Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) 50 £ Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 75 £ Haute Cour – 100 £ Demande de modification de l'ordonnance actuelle de droit de visite Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) – 37,50 £ Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 57,50 £ Haute Cour - 75 £	et Documents supplémentaires: 3 £ par document
--	--

Étude de cas	Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Appels des décisions du Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) devant le Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 75 £ Appels des décisions du Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) devant la Haute Cour – 100 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £ /heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	s.o.	Greffier du tribunal des mineurs disponible pendant l'audience	Gratuit Dans les autres cas, la résolution alternative des conflits est proposée par des agences externes payantes
Cas B	Appels des décisions du Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) devant le Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 75 £ Appels des décisions du Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) devant la Haute cour – 100 £	Cf. ci-dessus.	s.o.	Greffier du tribunal des mineurs disponible pendant l'audience	Gratuit Dans les autres cas, la résolution alternative des conflits est proposée par des agences externes payantes

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire ?	Coût moyen	Le recours à un huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non – mais la Haute Cour examine généralement des affaires plus complexes.	n.c.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	n.c.
Cas B	Non – mais la Haute Cour examine généralement des affaires plus complexes.	n.c.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	n.c.

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

	Indemnisation de témoins	Gage ou caution	Autres frais
--	--------------------------	-----------------	--------------

Étude de cas	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	L'indemnisation des frais (manque à gagner, par ex.) est laissée à l'appréciation du juge ou fait l'objet d'un accord entre les parties.	n.c.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cas B	L'indemnisation des frais (manque à gagner, par ex.) est laissée à l'appréciation du juge ou fait l'objet d'un accord entre les parties.	n.c.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle		
	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
Cas A	Les critères de ressources et de bien-fondé sont applicables (voir la section sur l'aide juridictionnelle).	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche
Cas B	L'aide juridictionnelle est applicable uniquement aux procédures qui se déroulent en Irlande du Nord (cf. section consacrée à l'aide juridictionnelle)	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche

Étude de cas	Remboursements			
	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Ces frais figurent normalement dans tout accord établi entre les parties ou sont fixés par le juge.	n.c.	Tous les frais peuvent potentiellement être précisés dans l'ordonnance du tribunal.	Les clients peuvent être tenus de payer une contribution en fonction de leur revenu et de leur capital (cf. étude de cas n° 1A).
Cas B	Ces frais figurent normalement dans tout accord établi entre les parties ou sont fixés par le juge.	n.c.	Tous les frais peuvent potentiellement être précisés dans l'ordonnance du tribunal.	Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction	
	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient en fonction de la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une lecture du document par un relecteur indépendant le tarif s'élevait à 105 £ ht.
Cas B	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité, etc., et que les prix varient en fonction de la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un

document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant le tarif s'élevait à 105 £ ht.

Étude de cas	Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	Coûts liés à la signification des actes	Il dépend du lieu où doivent être signifiés les actes, des modes de signification admis dans l'autre État membre et du nombre de tentatives nécessaires.
Cas B	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	Coûts liés à la signification des actes	Il dépend du lieu où doivent être signifiés les actes, des modes de signification admis dans l'autre État membre et du nombre de tentatives nécessaires.

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [en](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 3 – droit de la famille – pension alimentaire - Irlande Du Nord

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – pension alimentaire, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde le droit de garde de l'enfant à la mère. Le seul point litigieux non réglé concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question.

Cas B - Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B). Elles ont un enfant de trois ans. Elles se séparent. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde à la mère. Avec l'accord du père, la mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), où ils établissent leur résidence.

Un point litigieux reste en suspens. Il concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question dans l'État membre A.

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après ne le sont qu'à titre indicatif. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de la juridiction et des diverses étapes d'une affaire spécifique. Une liste exhaustive des frais figure sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Dans l'étude de cas B, on ne sait pas s'il existe déjà une ordonnance dans l'État membre B. Si c'est le cas, il s'agirait de l'exécution de cette ordonnance, relevant alors de la loi de 1972 sur les jugements rendus en matière de pension alimentaire (exécution réciproque), ainsi que d'autres lois et traités en vigueur. Par conséquent, il est impossible de fournir des informations générales sur les coûts etc., qui varient selon le pays concerné et selon les relations entre les États membres.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance		
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais
Cas A	Demande de soutien financier (paiements périodiques et/ou versement unique) Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) 50 £ Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 75 £ Haute Cour – 100 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>): citation à comparaître: 10 £. Signification à personne: 13 £ et Documents supplémentaires: 3 £ par document
Cas B			

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Avocat	Huissier de justice	Expert
--------	---------------------	--------

Étude de cas	Le recours à un huissier est-il obligatoire?	Coût moyen	Le recours à un huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non – mais la Haute Cour examine généralement des affaires plus complexes.	n.c.	s.o.	-	-	Non	n.c.
Cas B							

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût
Cas A	L'indemnisation des frais (manque à gagner, par ex.) peut être laissée à l'appréciation du juge ou faire l'objet d'un accord entre les parties.		Cela peut être interprété comme une demande d'ordonnance de blocage des avoirs. Le cas échéant, les frais sont ceux indiqués.	Haute Cour - 200 £ Tribunal de comté - 115 £
Cas B				

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle		
	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
Cas A	Une aide peut être accordée pour certaines questions accessoires, telles que les pensions alimentaires, en fonction de conditions de ressources et de conditions liées au fond du litige.	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche
Cas B	Lorsque l'affaire est jugée en Irlande du Nord, les conditions de ressources et les conditions liées au fond du litige habituelles s'appliquent.	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche

Étude de cas	Remboursements			
	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle doit être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Ces frais figurent normalement dans tout accord établi entre les parties ou sont fixés par le juge.	n.c.	Tous les frais peuvent potentiellement être précisés dans l'ordonnance du tribunal.	Les clients peuvent être tenus de payer une contribution en fonction de leur revenu et de leur capital (cf. cas 1A).
Cas B				Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction	
	Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A		

	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient en fonction de la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant le tarif s'élevait à 105 £ ht.
Cas B		

Étude de cas	Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum.	Coûts liés à la signification des actes	Il dépend du lieu où doivent être signifiés les actes, des modes de signification admis dans l'autre État membre et du nombre de tentatives nécessaires.
Cas B				

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [en](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 4 – droit commercial – contrat - Irlande Du Nord

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit des contrats, il a été demandé aux États membres de conseiller le vendeur au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: une société a livré des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu.

Le vendeur décide d'intenter une action en justice pour obtenir le parfait paiement du prix.

Cas B – Situation transnationale: une société dont le siège social est situé dans l'État membre B livre des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR à un acheteur situé dans l'État membre A. La législation de l'État membre B est applicable au contrat, et celui-ci est rédigé dans la langue de l'État membre B. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur situé dans l'État membre A considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu. Le vendeur décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A pour obtenir le parfait paiement du prix prévu par le contrat signé avec l'acheteur.

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après ne le sont qu'à titre indicatif. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de la juridiction et des diverses étapes d'une affaire spécifique. Une liste exhaustive des frais figure sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Dans les tableaux, s.o. signifie que la réponse ne s'applique pas et n.c. signifie que la réponse n'a pas été communiquée.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de ré
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	
Cas A	Haute Cour – 200 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £ /heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	150 £ s'ils souhaitent que le cas soit renvoyé devant le Tribunal de commerce. Mise au rôle: 300 £	500 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £ /heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	Variables	Oui
Cas B	Haute Cour 200 £	Cf. ci-dessus.	150 £ s'ils souhaitent que le	500 £	Cf. ci-dessus.	Variables	Oui

			cas soit renvoyé devant le Tribunal de commerce. Mise au rôle: 300 £			
--	--	--	--	--	--	--

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	n.c.	-	-	-	Non	n.c.
Cas B	Non, toutefois une élection de domicile est exigée dans cette juridiction.	n.c.	-	-	-	Non	n.c.

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Ils peuvent solliciter le remboursement de leurs frais auprès des <i>solicitors</i> qui les ont cités.	n.c.	Une ordonnance de cautionnement judiciaire existe.	115 £	Des frais seront prélevés en cas de requête en référé. Des frais sont prélevés pour les demandes d'expédition, le cas échéant	115 £ 10 £ ou 8 £ en cas d'obtention en ligne
Cas B	Ils peuvent solliciter le remboursement de leurs frais auprès des <i>solicitors</i> qui les ont cités.	n.c.	Une ordonnance de cautionnement judiciaire existe.	115 £	Des frais seront prélevés en cas de requête en référé. Des frais sont prélevés pour les demandes d'expédition, le cas échéant	115 £ 10 £ ou 8 £ en cas d'obtention en ligne

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et dans quelles conditions est-elle applicable ?	Quand l'aide est-elle totale ?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Aucune aide juridictionnelle n'est possible pour les cas relevant de la loi sur les sociétés ou les partenariats ou en cas de poursuite d'une activité. Dans ce cas, nous sommes partis de l'hypothèse que l'	s.o.	s.o.	Le remboursement des frais fait normalement suite à la décision de justice.	Décision de justice	n.c.	s.o.

	acquéreur et le vendeur sont des entreprises.						
Cas B	Cf. ci-dessus	Cf. ci-dessus	Cf. ci-dessus	Le remboursement des frais fait normalement suite à la décision de justice.	Décision de justice	n.c.	s.o.

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient selon la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant, le tarif s'élevait à 105 £ ht.	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	n.c.	n.c.
Cas B	Les pièces déposées doivent être en anglais.	n.c. Les pièces devront être traduites en anglais dans l'autre juridiction avant leur dépôt.	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	n.c.	Frais d'enregistrement de la décision/du jugement en vue de son exécution s'il ne s'agit pas d'un titre exécutoire /d'une injonction de payer délivrée par une juridiction européenne.	£50

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [en](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité - Irlande Du Nord

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit de la responsabilité, il a été demandé aux États membres de conseiller le client au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Case A – Situation nationale: un fabricant d'équipements de chauffage livre un appareil de chauffage à un installateur. Celui-ci revend l'appareil à un client pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide de poursuivre en justice le fabricant, l'installateur et les compagnies d'assurances pour obtenir une indemnisation complète.

Case B – Situation transnationale: un fabricant d'équipements de chauffage établi dans l'État membre B livre un appareil de chauffage à un installateur situé dans l'État membre C. L'installateur revend l'appareil à un client dans l'État membre A pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée auprès d'une compagnie d'assurances dans son propre État membre. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A contre le fabricant, l'installateur et la compagnie d'assurances dans l'État membre A pour obtenir une indemnisation complète.

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Cas n° 5 - Droit commercial - Responsabilité

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après ne le sont qu'à titre indicatif. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de la juridiction et des diverses étapes d'une affaire spécifique. Une liste exhaustive des frais figure sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Dans les tableaux, s.o. signifie que la réponse ne s'applique pas et n.c. signifie que la réponse n'a pas été communiquée.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de réso
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?
Cas A	Haute Cour 200 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	150 £ s'ils souhaitent que l'affaire soit renvoyée devant le Tribunal de commerce. Mise au rôle: 300 £	500 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	Variables	Oui
Cas B	Haute Cour 200 £	Cf. ci-dessus.	150 £ s'ils souhaitent que l'affaire soit renvoyée devant le Tribunal de commerce. Mise au rôle: 300 £	500 £	Cf. ci-dessus.	Variables	Oui

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice				Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût	
Cas A	Non	n.c.	-	-	-	Non	n.c.	
Cas B	Non	n.c.	-	-	-	Non	n.c.	

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Ils peuvent solliciter le remboursement de leurs frais auprès des sollicitors qui les ont cités.	n.c.	Une ordonnance de cautionnement judiciaire existe.	115 £	Des frais seront prélevés en cas de demande en référé. Des frais sont prélevés pour les demandes d'expédition, le cas échéant.	115 £ 10 £ ou 8 £ en cas d'obtention en ligne
Cas B	Ils peuvent solliciter le remboursement de leurs frais auprès des sollicitors qui les ont cités.	n.c.	Une ordonnance de cautionnement judiciaire existe.	115 £	Des frais seront prélevés en cas de demande en référé. Des frais sont prélevés pour les demandes d'expédition, le cas échéant.	115 £ 10 £ ou 8 £ en cas d'obtention en ligne

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Aide juridictionnelle	Remboursements

Étude de cas	Quand et dans quelles conditions est-elle applicable?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Les critères de ressources et de bien-fondé sont applicables (cf. section consacrée à l'aide juridictionnelle).	Le remboursement des frais fait normalement suite à la décision de justice.	n.c.		Les clients peuvent devoir payer une contribution, en fonction de leurs revenus et de leur capital (cf. étude de cas n° 1A).
Cas B	Lorsque l'affaire est jugée en Irlande du Nord, les conditions de ressources et les conditions liées au fond du litige habituelles s'appliquent.	Le remboursement des frais fait normalement suite à la décision de justice.	Décision de justice	n.c.	Cf. ci-dessus

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction	
	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient selon la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant, le tarif s'élevait à 105 ht.
Cas B	Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.	Notre prestataire n'applique pas de un tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient selon la langue demandée. Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant le tarif s'élevait à 105 ht.

Étude de cas	Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	s.o.	
Cas B	Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.	125 £ pour 3 h maximum	Demande d'enregistrement d'une décision/ordonnance à destination de l'étranger Sauf en cas de titre exécutoire européen	50 £

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.